Le Spectacle du monde

L'HISTOIRE

« A quoi sert l'histoire ? » C'est la question qu'avaient posée, tout au long de l'année 2009-2010, Emmanuel Laurentin et l'équipe de l'émission quotidienne de France-Culture « La fabrique de l'histoire » à divers historiens. Les réponses avaient ensuite été recueillies dans un livre, publié aux éditions Bayard. Réponses, il faut bien le dire, assez convenues. L'histoire sert à éclairer le présent. Elle sert à enrichir sa culture générale. Elle sert à éviter de reproduire les erreurs du passé. Elle sert à développer l'esprit critique. Elle sert à fournir des exemples édifiants. Elle sert « à rester en vie », c'est une « forme de liberté ». Bref, elle peut servir à n'importe quoi.

On pourrait évidemment dire que l'histoire ne « sert » à rien, qu'elle est tout aussi « inutile » que les arts, la littérature, la pensée philosophique, les sciences sociales et, d'une façon générale, tout ce qui ne relève pas de l'évaluation comptable et de l'axiomatique de l'intérêt – mais qui n'en est pas moins essentiel à la vie humaine, individuelle ou collective. Mais on pourrait aussi citer Lucien Febvre : « Une histoire qui sert est une histoire serve » (1919).

Il est par ailleurs évident qu'on peut se faire une idée fausse de l'utilité de l'histoire, comme lorsqu'on la conçoit comme un lieu de consolation ou de compensation par rapport aux impuissances du présent (c'est l'histoire-refuge, alimentée par la nostalgie d'un passé sommairement idéalisé). Ou bien quand on surenchérit sur le « devoir de mémoire », au risque d'alourdir le présent d'un poids écrasant. Ou bien encore quand on soumet le regard sur le passé à des manichéismes ou des anachronismes qui n'ont pas lieu d'être.

La vraie question, c'est en fait : qu'est-ce que l'histoire ? Car c'est seulement en sachant ce qu'elle est que l'on pourra ensuite, éventuellement, dire à quoi elle « sert ».

Le mot « histoire » vient du grec ancien *historia*, qui signifie « enquête ». Ce terme dérive de la racine indo-européenne **wid-*, « voir », que l'on retrouve dans le nom des druides (*dru-wid-es*, les « très savants »). Le français n'a qu'un seul mot – « histoire » – pour désigner, d'une part les événements du passé, de l'autre la démarche ayant pour but de les saisir à partir d'une étude des sources (documentaires, narratives, écrites ou non écrites). En allemand, au contraire, « historique » peut se dire *geschichtlich* ou *historisch*, selon que l'on parle des faits eux-mêmes ou du récit qu'on en fait.

L'histoire, au sens de la connaissance du passé, c'est-à-dire l'historiographie, apparaît d'abord en Grèce, au Ve siècle av. notre ère, avec Hérodote et Thucydide. Elle se poursuit avec Polybe, puis avec Salluste, Tite-Live, Tacite, Lucien de Samosate, etc. Hérodote, dont on a fait le « père de l'histoire », se bornait à raconter des événements « afin que le temps n'abolisse pas les travaux des hommes ». Thucydide, lui, est le premier à avoir fait de la

méthode historique une recherche de la *vérité* (ce qui implique l'examen critique des sources), et non plus une simple affaire de *mémoire*.

Dans le domaine des idées, toutefois, ce n'est qu'à partir de la fin du XVIIIe siècle que la conviction s'est progressivement imposée du caractère essentiellement historique de l'existence sociale humaine. Le philosophe Martin Heidegger fera même de l'*historicité* (*Geschichtlichkeit*) un attribut spécifique du phénomène humain, lié à la claire conscience de notre finitude : l'existence humaine est historique dans son essence même. Il ira d'ailleurs encore plus loin en parlant, non pas de la vérité historique, mais de l'« historicité du vrai ».

Deux grandes conceptions de l'évolution historique se sont en outre manifestées très tôt : la conception cyclique et la conception linéaire.

La conception cyclique est celle des Grecs, mais elle se retrouve aussi dans les philosophies orientales, notamment dans le bouddhisme. Elle postule que les grandes périodes de l'histoire reviennent éternellement, la fin d'un cycle en amorçant immédiatement un autre. C'est ce qui exclut la nouveauté radicale (*nihil novi sub sole*, « rien de nouveau sous le Soleil »). « L'histoire est un perpétuel recommencement », disait Thucydide. « L'histoire est une galerie de tableaux où il y a peu d'originaux et beaucoup de copies », écrira beaucoup plus tard Alexis de Tocqueville (*L'Ancien Régime et la Révolution*). Dans le meilleur des cas, l'histoire se répète sous des formes différentes. C'est ce qu'affirmait Schopenhauer, pour qui la devise générale de l'histoire était : *eadem, sed aliter* (« la même chose, mais autrement »).

La conception linéaire, née du monothéisme biblique, postule au contraire un début et une fin absolus de l'histoire. Elle implique l'idée d'une humanité unitaire, engagée de façon solidaire dans une même marche en avant dans une direction donnée. L'histoire, autrement dit, a un fil conducteur que l'on peut identifier. Elle est intelligible, rationnelle et « universelle ».

C'est en référence à cette conception que le christianisme a pu faire de l'histoire l'auxiliaire de la théologie. Déjà chez saint Paul (Epître aux Romains), un plan caché de Dieu se profile derrière tout ce que font les hommes. Plus tard, saint Augustin assignera à l'histoire la tâche de réaliser la Cité de Dieu, Bossuet (*Discours sur l'histoire universelle*) la présentera comme soumise aux « ordres secrets de la divine Providence ». Le christianisme, religion foncièrement historique, fait de l'Incarnation l'épisode central de l'histoire des hommes : c'est à partir d'elle qu'il y a un « avant » et un « après ». L'histoire va de la Chute d'Adam au Jugement dernier. L'humanité est à travers son histoire solidairement soumise aux épreuves d'une rédemption progressive. L'histoire est donc histoire du Salut.

Mais c'est aussi de cette conception linéaire et « progressiste » que s'inspirent les grands *historicismes* modernes, conceptions philosophiques et idéologiques de l'histoire qui se contentent de séculariser l'ancienne vision théologique, à commencer par la théorie du progrès, qui valorise toute nouveauté au seul motif qu'elle est nouvelle. Leurs auteurs ne libèrent l'écriture de l'histoire de la spéculation métaphysique que pour en faire un totalité profane dont la structure de fond est la même. Dans l'idéologie du progrès, l'au-delà est rabattu sur l'avenir : le futur sera nécessairement meilleur que ce qui l'a précédé, ce qui implique évidemment une dépréciation de principe du passé. Auguste Comte fait reposer le sens de l'histoire dans l'éclosion progressive de l'« âge positif », en vertu de la loi des « trois états ». Hegel, pour qui tout ce qui est réel est rationnel, identifie la marche de l'histoire avec la montée de l'Esprit absolu. Marx la fait déboucher sur une « société sans classes ». Kant apporte seulement un correctif : le cours de l'histoire n'est pas nécessairement déterminé par le progrès, mais il nous appartient d'agir en sorte qu'il le soit ; le progrès est l'idéal moral assigné à notre liberté. Dans tous les cas, l'histoire tend vers un but final : Jugement dernier,

Terre promise, bonheur universel ou société parfaite. Après quoi ce sera la « fin de l'histoire ».

C'est évidemment à la question du sens de l'histoire que les différentes philosophies de l'histoire ont attaché le plus d'importance. Peut-on dire que l'histoire a un *sens*, dans la double acception du terme : une signification et une direction, la seconde permettant de déterminer la première ?

L'idée d'un sens de l'histoire – que celui-ci soit ascendant (progrès) ou descendant (décadence) – est niée par ceux qui, tel Shakespeare, n'y voient qu'une « fable pleine de bruit et de fureur racontée par un idiot et qui ne signifie rien » (*Macbeth*, acte V). Paul Valéry n'était pas loin de partager cette opinion quand il disait que « l'histoire justifie ce que l'on veut. Elle n'enseigne rigoureusement rien, car elle contient tout et donne des exemples de tout ». Le récit des guerres, par exemple, peut aussi bien inciter au bellicisme qu'au pacifisme !

Les autres, au contraire, estiment que l'histoire se déroule selon un plan nécessaire, sa nécessité pouvant être déterminée de l'extérieur par un principe transcendant ou résulter d'une logique interne immanente. Cette croyance en une fatalité historique – le sens de l'histoire – a pu être défendue aussi bien par les partisans de la théorie des cycles que par les tenants de l'histoire linéaire. Les premiers soutiennent que l'histoire est prévisible parce qu'elle se répète selon les mêmes schémas ; les seconds qu'elle est prévisible car elle va nécessairement dans une direction que l'on connaît déjà, en sorte qu'on peut prévoir son point d'aboutissement. La seule différence est que les seconds sont en général plus optimistes : ils s'attendent à des « lendemains qui chantent ». Leur attitude mentale n'est pas non plus la même. Si l'histoire se répète, on n'a pas tort de regarder en arrière pour connaître l'avenir. Si elle ne se répète pas, il faut toujours chercher à découvrir un horizon nouveau afin de continuer à marcher vers son but.

Toutes ces doctrines se heurtent à la même objection : comment déterminer, autrement que par un acte de foi, la « fin » de l'histoire alors que celle-ci est toujours en train de se faire ? L'histoire de l'avenir ne peut précéder celle du présent.

La notion d'« histoire universelle » est elle aussi contestable. La découverte de la diversité historique, liée à celle des cultures et des civilisations, rend particulièrement aigu le problème de la signification de l'histoire. La vérité, dès lors, ne peut plus s'incarner dans le mouvement historique d'une culture particulière. « Chaque époque, dit Leopold Ranke, doit être considérée en elle-même comme valable et digne de considération ». Au surplus, il n'y a pas de lois de l'histoire comme il y en a en physique ou en géologie. La raison en est que, chaque événement étant unique, le dépouiller de sa singularité (pour le réduire à une loi générale) reviendrait à le dissoudre, c'est-à-dire à le détruire. Mais alors, si deux événements ne sont jamais strictement les mêmes, comment peut-on « tirer des leçons de l'histoire » ?

Dans son dernier livre, *Le choc de l'histoire* (Via Romana), Dominique Venner proteste contre l'idée d'une histoire écrite par avance et que l'on pourrait prévoir. « L'histoire, écrit-il, nous montre que rien n'est jamais inéluctable […] L'imprévu est roi et l'avenir imprévisible : personne en 1910 ne prévoyait 1914, et personne en 1980 n'avait prévu 1990 pour la Russie […] C'est pourquoi je ne crois pas aux fatalités historiques. Pas plus à celles qu'imaginait Spengler qu'à celles de Marx ou de Fukuyama ».

L'histoire, c'est en effet l'imprévu. Mais l'imprévu n'est pas forcément le jamais vu. Karl Marx disait que « celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » – ce qui laisse entendre qu'elle se répète au moins en partie. Hitler aurait ainsi pu tirer la leçon de l'échec de Napoléon à conquérir la Russie, tout comme les stratèges de l'OTAN auraient pu tirer la leçon

de l’échec de tous ceux qui, dans le passé, ont cherché à s’emparer de l’Afghanistan. D’autre part, s’il n’y a pas de sens global de l’histoire, il n’y en a pas moins des processus locaux de longue durée qui ont une valeur significative : il n’est pas contestable, par exemple, que l’histoire occidentale, depuis au moins deux millénaires, n’a cessé d’aller dans une direction donnée, marqué notamment par l’individualisation et la montée de la valeur d’égalité.

Dire que l’histoire est imprévisible est une chose, dire qu’elle ne se répète jamais en est une autre. Si l’histoire est imprévisible, connaître le passé ne permet pas de prévoir l’avenir. Réfléchir sur le passé peut éclairer le présent, dit encore Venner. Cela implique évidemment que le passé soit porteur de leçons, et donc qu’il ait un sens.

Un autre problème a trait à la méthode. Depuis l’époque de Wilhelm Dilthey et de Heinrich Rickert, on a constamment aspiré à une méthode historique scientifique, en y voyant un gage de sérieux et d’objectivité. Fustel de Coulanges est allé, dans cet esprit, jusqu’à prétendre que l’histoire « est une science pure, comme la physique ou la géologie ». Or, cette démarche se fonde sur l’idée, contestable, que l’histoire est un processus doté d’une cohésion spontanée et d’un sens autonome. « Elle présuppose que les facteurs décisifs de l’histoire, tout en se distinguant de la régularité des lois qui règlent les phénomènes naturels, relèvent néanmoins d’un processus empiriquement vérifiable et conforme à des schémas logiques qui ne dépendant pas de la volonté expresse des individus » (Jeffrey Andrew Barash).

Ce louable souci de scientificité – ou d’objectivité – ne peut être intégralement réalisé. Fénelon disait que « le bon historien n’est d’aucun temps ni d’aucun pays ». Le problème est que, dans la vie réelle, tout historien appartient au contraire à une époque et à un lieu déterminés. L’erreur est de croire que les faits existent par eux-mêmes, et que le travail de l’historien se borne à les découvrir. En réalité, ceux qui étudient le passé le construisent (ou le reconstruisent) partiellement. Comment d’ailleurs établir ou rechercher des faits sans avoir au départ la moindre idée directrice de ce que l’on cherche ? Lorsqu’un événement est promu à la dignité de fait historique, cette promotion résulte inévitablement d’un choix. Et ce choix dépend de la vision du monde de l’historien, des influences qu’il a subies, de l’époque où il s’exprime. L’histoire est donc elle-même une construction humaine, inscrite dans une époque donnée, et qui dépend des paradigmes dominants de cette époque. Elle joue enfin un rôle éminemment social, puisqu’elle est régulièrement convoquée pour soutenir, accompagner ou juger les actions des hommes. En d’autres termes, si le passé éclaire le présent, c’est aussi le présent qui détermine notre vision du passé.

Paul Veyne (*Comment on écrit l’histoire*) affirme ainsi que c’est la subjectivité de l’historien qui fait l’événement : l’événement historique n’est regardé comme tel qu’en fonction d’un regard, d’une mentalité ou d’une intrigue. Pourquoi attacher plus d’importance à Clovis et à Jeanne d’Arc qu’à Robespierre et aux droits de l’homme, puisque, comme l’a rappelé Péguy, l’histoire de France comprend à la fois tout cela ? L’histoire est un « roman vrai », et ce « roman » implique des sélections, des choix et des tris inévitables. Il serait vain de croire que l’on peut faire entièrement abstraction du regard porté sur l’histoire. L’honnêteté de l’historien n’est donc pas plus à confondre avec l’objectivité historique que celle-ci n’est à confondre avec la neutralité. L’histoire n’est jamais neutre, car elle est toujours histoire d’un groupe social donné. Elle constitue par là un enjeu politique important, ce qui explique l’instrumentalisation dont elle n’a cessé de faire l’objet, que ce soit à des fins d’exaltation (culte des « grands hommes » et des « héros nationaux ») ou, au contraire, de dénigrement (la « repentance »).

Dominique Venner souligne lui aussi que « l’histoire n’est pas seulement la connaissance du passé, elle est aussi le reflet des préoccupations du présent ». L’histoire, en fait, ne peut être vue seulement comme un objet du savoir ou de la curiosité. Elle est aussi « quelque chose que

nous sommes nous-mêmes, quelque chose qui est à notre charge » (Heidegger). Ce n'est pas en tant qu'objet du savoir – sous la forme d'une signification objective – que le passé contribue à notre compréhension de l'existence humaine

George Orwell avait parfaitement compris les enjeux de ce débat lorsqu'il écrivait, dans *1984* : « Qui contrôle le passé contrôle l'avenir. Et qui contrôle le présent contrôle le passé ». Mais la tripartition passé-présent-avenir est souvent mal comprise. Le passé n'est pas ce qui a eu lieu « avant » le présent, car au moment où il se déroulait il n'était lui-même rien d'autre que du présent ! Si l'on y réfléchit bien, *il n'y a de passé que dans le présent*, car il n'y a que dans le présent que le « présent d'hier » peut être considéré comme passé. Le passé ne peut jamais être saisi tel qu'il était, c'est-à-dire en tant que présent. Le passé et l'avenir sont des *dimensions* du présent, et non pas des réalités séparées.

C'est bien pour cela que la disparition de l'histoire doit être considérée comme une mutilation du présent. Elle dépouille le présent de ses dimensions de passé et d'avenir, et le réduit à un « présentisme » qui se limite à une succession d'instants immédiats que l'on ne peut plus rattacher à rien ni en amont ni en aval et qui, dès lors, perdent toute signification. Le présent réduit à lui-même n'a plus de sens.

La société contemporaine est largement « anhistorique », et c'est pourquoi elle souffre d'un manque généralisé de repères, qui est la marque même du nihilisme. La fascination actuelle pour un présent qui « bouge » sans cesse amène nos contemporains à se désintéresser du passé. Les jeunes, en particulier, ont tendance à considérer comme sans intérêt ce qui s'est passé quand ils n'étaient pas encore nés. C'est une terrible erreur, car l'ignorance du passé compromet la compréhension du présent.

Quand le présent ne peut plus être rapporté à une source, il nous laisse ahuris, hébétés. On *connaît* tout de l'événement, mais on ne le *comprend* plus, parce qu'on ne peut plus le mettre en perspective. Un peuple ignorant de son histoire est en outre désarmé devant les événements qu'il subit : ne pouvant comparer ce qui est à ce qui fut, il est sans défense devant le fait accompli, qu'il tend à accepter sans protester. Ne plus enseigner l'histoire, faire oublier l'histoire est un excellent moyen de faire disparaître l'esprit critique, de développer la soumission et la résignation.

Lucien Febvre parlait, concernant les historiens, de leur « effort constant pour faire parler les choses muettes ». En faisant parler ces « choses muettes », la connaissance historique a pour but ultime de s'emparer du sens que recèle le passé afin de le projeter vers un futur authentique. « Ce que révèle l'histoire, écrit encore Venner, va au-delà de la simple restitution des faits et du passé. L'histoire est créatrice de sens. A l'éphémère de la condition humaine, elle oppose le sentiment de l'éternité des générations et des traditions. En sauvant de l'oubli le souvenir des pères, elle engage l'avenir ».

L'histoire n'est pas la mémoire. Mais l'histoire n'en reste pas moins une composante essentielle de la mémoire collective d'un peuple ou d'une nation. Par le double biais de l'enseignement et des commémorations, elle forme le socle commun sur lequel se constitue l'identité d'un groupe social.

S'interroger sur son identité, c'est implicitement s'interroger sur sa provenance, sa langue, ses coutumes – bref, sur des éléments qui viennent de loin et qui ont joué un rôle fondateur. C'est en cela que, pour un peuple ou une communauté politique, la connaissance de l'histoire est indispensable. Et c'est aussi pour cela que l'amnésie historique ne peut que susciter le malaise : si nous ne savons pas (ou plus) d'où nous venons, nous ne savons plus qui nous sommes. Partir de l'origine, du commencement, c'est découvrir la diversité des possibles. Mais c'est aussi identifier un élément fondateur qui ne disparaît pas aisément. Le passé nous

dit en ce sens quelque chose de l'avenir. La provenance éclaire l'advenance. Ce que nous avons été détermine, au moins en partie, ce que nous sommes et ce que nous pouvons devenir. On ne choisit pas ses origines. Rien de fatal, mais l'histoire limite les choix.

Le politique est lui-même indissociable de la façon dont s'affirme l'être historique d'un peuple enraciné dans une politie particulière. L'histoire, c'est la conscience qu'un peuple prend de lui-même. A quoi sert l'histoire ? A donner son assise au présent.

Alain de Benoist